

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 20/05/4**

**SEANCE DU 23 MAI 2020**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VINGT TROIS MAI à 10 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33			

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI\*, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Marie-Dominique GABRIELLI, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN-DEROSES, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Christian BERCOVICI.

**Secrétaire de séance** : Anaïs HATRET

\* Monsieur le Maire ne participe pas au vote

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : NON	<b><u>POUR</u></b> : 30	<b><u>CONTRE(S)</u></b> : 2
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :	<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :	

**OBJET : Attribution de délégations du conseil municipal au Maire**  
**pour la durée du mandat (article L 2122-22 du CGCT)**

Madame Christine DEL NERO, 1<sup>ère</sup> adjointe au Maire précise à l'assemblée que conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, le Maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé pour la durée de son mandat :

1. d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales,
2. de fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal. Ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. Il convient, à cet effet de préciser que l'exercice de cette délégation s'exercera dans la limite d'une hausse ou baisse de 10 % du tarif visé,

3. de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au **a** de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du **c** de ce même code, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Il convient de préciser que pour tout investissement dans la limite des autorisations budgétaires, le Maire reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme, à taux effectif global compatible avec les dispositions légales et réglementaires en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement et à cet effet passer tous les actes nécessaires. Le contrat de prêt pourra comporter plusieurs caractéristiques :

- faculté de basculer du taux fixe au taux variable et l'inverse
- faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du taux d'intérêt
- possibilité de droit de tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé total ou partiel et/ou de consolidation
- possibilité de réduire ou allonger le prêt
- faculté de modifier la périodicité et le profil du remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues éventuellement dans le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire, dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques énumérées ci-dessus. Le Maire pourra encore dans le cadre de la gestion active de la dette (réaménagement et renégociation de la dette) :

- rembourser le prêt avec un montant à refinancer égal ou plus au capital restant dû à la date de la renégociation majoré de l'éventuelle indemnité compensatrice due au titre du remboursement anticipé
- modifier les dates d'échéances et périodicité des emprunts renégociés et modifier leurs taux (passage en taux fixe ou variable) et vice et versa,

et plus généralement :

- décider de toutes opérations financières utiles à la gestion active de la dette.

Le Maire peut avec la présente délibération :

- réaliser toutes opérations de couverture des risques de taux
- réaliser sur décision sous réserve des règles rappelées (article L 2221-5-1 et L 1618-2 du CGCT), des placements conformes précisant l'origine des fonds, le montant à placer, la nature du produit souscrit, les durées et échéances du placement et leur éventuel renouvellement,

4. de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
5. de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans. Cette compétence concerne les contrats de location, les baux de tous types inférieurs à 12 ans, les prêts à usage à caractère mobilier et immobilier et l'ensemble des conventions d'occupation du domaine public,
6. de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférents. Cette compétence concerne toutes les garanties nécessaires à la ville (multirisques bâtiments, risques statutaires, responsabilité civile, flotte, protection juridique agents, protection juridique commune),

7. de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux. Cette compétence sera actée et suivie systématiquement par une délibération actualisant le tableau des régies,
8. de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
9. d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
11. de fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
  12. de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
  13. décider la création de classes dans les établissements d'enseignement,
  14. de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
  15. d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L 211-2 ou au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 de ce même code. Cette compétence sera utilisée par décision dans la limite d'un montant de 500 000 € par préemption et à condition d'une inscription budgétaire conforme,
  16. d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette compétence permettra au Maire d'engager des actions soit en défense, soit en demande en 1<sup>ère</sup> instance, en appel, en cassation et ce devant les juridictions administratives, civiles et pénales. Il sera également chargé de l'envoi de tous les actes au contrôle de légalité. Cette compétence est déléguée dans la limite de 150 000 € par dossier contentieux. De plus le Maire pourra transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €,
  17. de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux. Cette compétence s'exercera hors la réalisation des protocoles transactionnels qui seront présentés au conseil municipal. Dans les autres cas, sur décision, les conséquences financières par accident ne pourront être supérieures à 100 000 €,
  18. de donner, en application de l'article L 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
  19. de signer la convention prévue par l'avant dernier alinéa de l'article L 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 332-11-2 du même code dans sa réaction antérieure à la loi n° 104-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
  20. de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant annuel de 1 500 000 €,
  21. d'exercer ou de déléguer, application de l'article L 214-1-1 du Code de l'Urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini à l'article 214-1 du Code de l'Urbanisme relatif à la sauvegarde du commerce et de l'artisanat de

proximité étant précisé qu'il convient à cet effet de viser la délibération communale arrêtant le périmètre concerné,

- 22.d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'Urbanisme qui a trait aux projets de cession de l'Etat ou de sociétés dont il détient la majorité du capital ou par des établissements publics. Ce droit de priorité s'exerce par la Métropole au titre des cessions en matière d'habitat et sera délégué par la Ville à la Métropole au cas par cas pour les autres typologies de cession (article 211-2 du Code de l'Urbanisme),
- 23.de prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,
- 24.d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- 25.d'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 151-37 du Code Rural et de la Pêche Maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne,
- 26.de demande à tout organisme financeur (Etat, collectivité territoriale, Europe, association, organisme privé...), l'attribution de subvention d'investissement ou de fonctionnement pour des opérations inscrites au budget de l'exercice, ou le cas échéant, faisant l'objet d'autorisation de programme. Toute subvention notifiée sera inscrite au budget après notification (caractère certain) par l'organisme financeur à la commune,
- 27.de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux lorsque les crédits relatifs à ces opérations sont inscrits au budget et habiliter toute personne publique ou privée à déposer de telles demandes sur les biens municipaux,
- 28.d'exercer au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation,
- 29.d'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du Code de l'Environnement.

Il est précisé que les délégations consenties en application du 3° du présent article, prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

L'ASSEMBLEE,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,

APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la délégation au Maire des vingt- neuf attributions énoncées ci-dessus.
2. PRECISE que toutes les délégations précitées sont données au Maire pour la durée du mandat sans aucune restriction et sont donc totales.

3. PRECISE que les délégations consenties en application du 3° du présent article, prendront fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.
4. PRECISE que le Maire rendra compte à chacune des réunions obligatoires des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



Envoyé en préfecture le 25/05/2020

Reçu en préfecture le 25/05/2020

Affiché le

ID : 083-218300903-20200523-DELIBE20204-DE